

L'EAU DE NEW YORK



Coordination
EAU Île-de-France

Près de 9 millions de personnes vivent à New York ; certaines d'entre elles ne s'en rendent même pas compte, mais elles boivent l'une des meilleures eaux potables au monde.

Chaque jour, le réseau d'eau de New York achemine 4,5 milliards de litres d'eau ; les restaurants chics la servent en carafe et, dans les échoppes de pizzas ou de bagels, on affirme que l'eau est l'un des ingrédients clés qui assurent la qualité de la pâte...¹

Et pourtant, l'eau de New York n'est même pas filtrée ! Le secret de l'excellence de cette eau potable ? Des années de volonté politique pour un service public de qualité, mais aussi la recherche de la rentabilité économique : la valorisation des services écologiques en actes.

Dans les années 1830, la ville de New York a construit un réseau d'eau unique au monde. Pour avoir une eau d'excellente qualité, avec un coût d'exploitation le plus bas possible, des générations de dirigeants ont choisi d'aller la chercher vers le Nord et l'Ouest de la ville, jusqu'au début des années 1900 où, en pleine explosion démographique – la métropole compte alors 3 millions d'habitants –, les zones de captages furent repoussées jusqu'à la région des monts Catskill, à 200 km au nord-ouest de la ville. On expropria alors une grande partie du territoire, et des centaines de familles durent se déplacer pour permettre de former d'immenses lacs artificiels². Ces monts du massif des Appalaches, faits de plateaux et de collines – son sommet le plus élevé fait 1 274 mètres – forment une sorte d'immense filtre naturel.

New York a tiré bénéfice de ces écosystèmes ruraux préservés qui lui fournissaient une eau pure, moins chère que dans les autres villes. Mais dans les années 1980, l'agriculture industrialisée commença à transformer les campagnes américaines et à ébranler la vitalité économique des petites exploitations familiales des Catskills. Et tout changea : dans une tentative désespérée pour rester viables au niveau économique, les agriculteurs de la région commencèrent à industrialiser leurs pratiques agricoles, le recours aux engrais augmenta, l'érosion s'accéléra, et les craintes de contamina-

tion par des pathogènes s'amplifièrent. Toujours dans une optique de survie économique, les exploitants se mirent également à vendre les parties boisées de leurs terres, ouvrant la voie à des développements immobiliers périurbains nuisibles pour l'environnement.

La ville était condamnée à accroître significativement le traitement de son eau. Étant donné la quantité d'eau consommée chaque jour à New York, les coûts de traitement supplémentaires dont la ville aurait eu besoin furent estimés à 4 milliards de dollars (environ 3,3 milliards d'euros) pour construire les infrastructures nécessaires, plus 2 milliards de dollars par an (environ

¹ « They're drinking it up in New York », par Erika Hayasaki, *Los Angeles Times*, 25/02/2009,

² « L'eau potable de New York, l'une des meilleures au monde », 24/09/2010, source : Radio-Canada www.maplanetebleue.net



Photo extraite de l'article « L'eau potable de New York, l'une des meilleures au monde »²

1,6 milliard d'euros) pour les faire fonctionner. Ces coûts auraient entraîné un doublement du prix de l'eau, avec des impacts négatifs sur les foyers à bas revenus.

EN 1990, Albert F. Appleton (alors commissaire du département de la protection environnementale de New York et administrateur du service de l'eau et des égouts) et son équipe furent vite convaincus que laisser se dégrader la qualité de l'eau de la région des Catskills pour ensuite dépenser d'énormes sommes afin de la purifier n'était pas une solution idéale.³

Les premiers calculs montrèrent qu'un programme global de protection du bassin versant coûterait beaucoup moins cher, assurerait de manière plus efficace une bonne qualité de l'eau et engendrerait également de nombreux autres bénéfices, alors qu'une stratégie de traitement de l'eau ne serait rien de plus qu'un gouffre financier. Au lieu de payer pour nettoyer les conséquences de la

dégradation des zones de captage, la ville investit dans la préservation de l'environnement rural des montagnes Catskills.

La philosophie de l'équipe était qu'un **bon environnement produit une bonne eau**. De sorte que payer pour protéger l'environnement d'une région située à 160 kilomètres ou plus représentait un investissement intelligent et profitable pour la ville de New York. Le parcours d'Albert Appleton l'avait familiarisé avec les enjeux de réforme institutionnelle et organisationnelle, de finances publiques et de politiques environnementales, particulièrement en ce qui concerne les questions d'utilisation du sol. Il avait aussi une certaine expérience de démarches intégrées et multipartenariales axées sur la résolution des problèmes, par opposition avec la posture classique des experts monodisciplinaires, offrant une panoplie de solutions techniques possibles, qui avait dominé les débats sur le traitement de l'eau jusqu'à cette époque.

Le problème était de dépasser l'histoire, les préjugés et le folklore bureaucratique, ainsi que les partis pris institutionnels, pour se concentrer sur la conception d'un programme efficace de prévention de la pollution.

La mairie de New York avait d'abord pensé à acheter l'ensemble des terres cultivées, mais cela impliquait d'exproprier les agriculteurs⁴. Ils n'étaient, bien évidemment, pas d'accords... Les autres tentatives de contrôler ces évolutions à travers la réglementation environnementale classique se sont révélées un échec complet : la ville initia ainsi un programme sans précédent de réglementation et de contrôle des pollutions diffuses dans le bassin versant. L'ambition et la détermination de la municipalité de New York devenant de plus en plus apparente, certains agriculteurs et autres propriétaires ruraux réagirent avec colère et jurèrent de résister aux envahisseurs new-yorkais qui essayaient de détruire leur gagne-pain et la valeur de leurs terres.

Négociations

Devant l'opposition du monde agricole, la métropole américaine a fini par transiger en admettant le principe d'une **participation active des agriculteurs à un programme**

de préservation de l'eau, dans le cadre d'un comité de pilotage environnement.* Elle est pour cela entrée en contact avec le Département de l'agriculture de l'État de New York pour lui demander son aide afin d'organiser un dialogue avec la communauté agricole. Cela a permis à la municipalité de fournir à la communauté des agriculteurs un aperçu des enjeux de la préservation de la qualité de l'eau potable, de ses obligations réglementaires, du risque qu'elle tentait de gérer et de sa stratégie d'ensemble pour ce faire. À la fin de la discussion, les agriculteurs ont renoncé à leurs stéréotypes et ont admis que la ville avait de réels besoins à satisfaire.

Il fallut 18 mois de travail entre la municipalité de New York et la communauté des agriculteurs des Catskills, mais, finalement, un accord innovant de grande portée fut conclu. D'un point de vue opérationnel, la question devint celle de savoir à quel type d'investissements la ville de New York devait procéder. Certains étaient évidents, tel que l'achat de terres particulièrement cruciales du

³ « Comment la rémunération des services écologiques a permis à New York de préserver la qualité de son eau », par Albert F. Appleton, www.partagedeseaux.info

⁴ « New York boit une eau pure », par Jacques Gallot, *Ouest-France*, 10/02/1998

bassin versant menacées par le développement, la restauration des corridors fluviaux, ou encore une meilleure gestion des terres possédées par la ville. Mais ils ne suffisaient pas à résoudre le problème de la pollution diffuse issue de terres agricoles privées et d'autres sources rurales.

Ce sont les agriculteurs des Catskills qui ont créé un programme appelé « planification agricole intégrale » pour suggérer qu'il intègre la planification environnementale dans la stratégie commerciale de l'exploitation. Dans ce cadre, un plan de contrôle de la pollution fut mis au point pour chaque exploitation par une équipe composée de l'agriculteur concerné et d'experts agricoles locaux. Au lieu de mettre en œuvre un modèle unique de contrôle de la pollution, le plan était adapté aux besoins de chaque exploitation et de chaque agriculteur, faisant appel aux connaissances et à l'expertise de ce dernier.

Le plan était ensuite revu et approuvé par le Conseil agricole du bassin versant, une institution locale créée pour gérer le programme *Catskill Farm*. Une fois cette approbation obtenue, la ville payait les investissements nécessaires à la mise en œuvre du plan, en plus de verser une allocation annuelle à l'exploitant. En rejoignant le programme, les agriculteurs n'étaient pas seulement soulagés du fardeau continu de traiter avec les régulateurs chargés du contrôle de la pollution. Un autre facteur incitatif déterminant était qu'une grande partie des plans individuels entraînait aussi pour eux des bénéfices économiques, en les aidant à rétablir une agriculture viable dans la région.

Ainsi, pour protéger son eau potable, la ville de New York paie tous les travaux nécessaires à l'amélioration de la gestion des fermes, en tant que soutien technique. Ceci n'est pas une subvention ; la ville paie un service. Ainsi, par exemple, une meilleure gestion des eaux usées et des déchets ou un meilleur contrôle des éléments vecteurs de bactéries est mis en place dans les fermes, et a pour conséquence de minimiser les risques de contamination des ruisseaux. Plusieurs agriculteurs participent volontairement depuis 13 ans au volet agricole de la protection de l'eau. La ville de New York a tout payé et, pour une seule ferme, cela peut représenter jusqu'à 200 000 \$ d'investissement.⁵

Plus au sud en revanche, aux portes de New York, on a été moins prévoyant. Compte tenu de sa proximité avec New York, cette banlieue est très densément peuplée. Le territoire de 1 000 km² à l'est de la rivière Hudson compte 13 réservoirs et 3 lacs, qui fournissent à la métropole 10 % de son eau potable. Le développement de cette région du bassin versant du Croton dégrade sévèrement la qualité de l'eau, et les écosystèmes sont menacés.

Au laboratoire du département de protection de l'environnement, les analyses montrent que l'eau du bassin versant du Croton possède sa propre signature : elle répond aux normes de qualités, mais on ignore pour combien de temps encore. Une usine de filtration est donc en construction : 3 milliards de dollars. La prévention environnementale aurait coûté moins cher.⁵

⁵ « L'eau potable de New York, l'une des meilleures au monde », 24/09/2010, source : Radio-Canada www.maplanetebleue.net



carte extraite du site <http://www.nyc.gov>

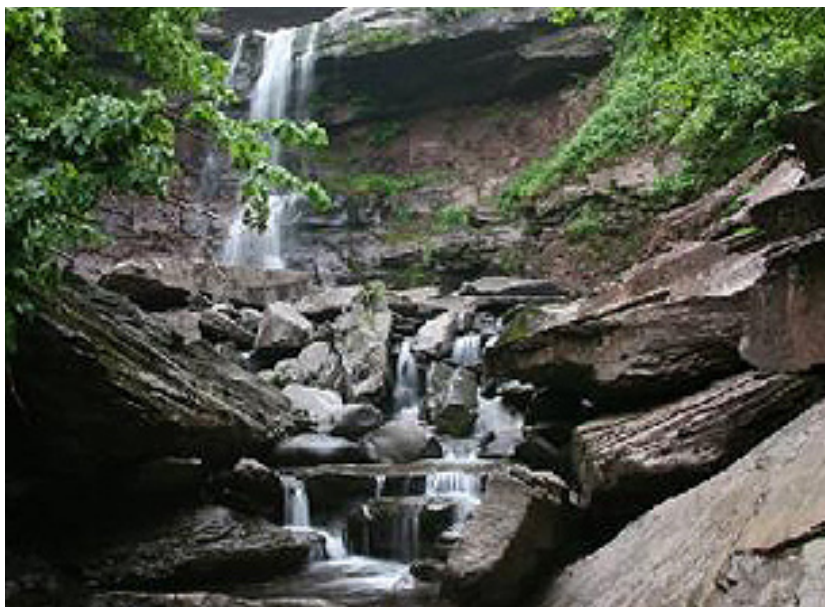


Photo extraite de l'article « L'eau potable de New York, l'une des meilleures au monde »

Une stratégie collective

Selon Albert F. Appleton, les clés du succès de ce programme, si elles paraissent simples à énumérer, ont été de véritables défis à relever ⁶ :

Tout d'abord, identifier clairement les objectifs, tant pour la ville – préserver la qualité de l'eau potable en assurant une gestion saine des zones (élargies) de captages – que pour les agriculteurs – préserver la viabilité économique de l'agriculture dans la région, ainsi que de leur culture et du mode de vie rural, ce qui impliquaient pour eux de maintenir un niveau de régulation environnementale acceptable. Les deux parties se sont mises d'accord sur le fait que tout partenariat devait satisfaire ces deux objectifs à la fois. Cet engagement à l'interdépendance des objectifs économique et environnemental est l'essence même du développement durable.

Après le passage de l'ouragan Sandy, New York a, comme toutes les villes touchées par ce déchaînement, de nombreuses difficultés à surmonter. Mais, tandis que les autres villes ont comme mot d'ordre de faire bouillir leur eau avant utilisation, ce n'est pas le cas de New York.

« Le génie du système d'approvisionnement en eau de New York est que nous avons d'amples réservoirs situés assez loin de la ville, et qui ne sont pas au niveau de la mer », nous explique Dan Kass, député commissaire au département de la santé et de l'environnement de la ville. Le flux de l'eau suit la gravité, donc l'électricité n'est même pas nécessaire pour la pomper, et la distance qui sépare les réservoirs d'eau de la ville, ainsi que son environnement sain, en assure toujours la qualité.

« How New York City Kept Its Drinking Water Pure – In Spite of Hurricane Sandy – », par Albert Appleton et Daniel Moss, *Huffington Post*, 11/05/2012

Ensuite, le capital social de la communauté agricole a été mis à profit. Le programme Catskill Farm n'était pas une tentative de faire accepter aux agriculteurs un plan d'action mis au point par la ville. Au contraire, ce sont les agriculteurs eux-mêmes qui en ont rédigé la majeure partie, sur la base de leurs connaissances locales et aidés de leurs propres experts. La municipalité a reconnu que ce qu'elle voulait avant tout était une eau propre, et que c'était tant mieux si les agriculteurs pouvaient mettre au point eux-mêmes un moyen d'y parvenir. Pour des institutions de grande taille comme la ville de New York, partager le pouvoir, surtout avec des personnes non expertes (ou considérées comme telles), est toujours difficile, mais c'est souvent le seul moyen de réussir.

Ce qui nous amène au troisième point. Les efforts qui ont débouché sur le programme pour les Catskills étaient très audacieux, focalisés sur l'identification de nouvelles opportunités et de nouveaux moyens de satisfaire les besoins en eau de la ville, sans tenir compte de l'orthodoxie bureaucratique, des divisions institutionnelles établies ou des préjugés environnementalistes sur la bonne manière de résoudre le problème de la pollution agricole. Le programme de gestion du bassin versant était sous la responsabilité de cinq types d'administration différentes : le département de la santé, les autorités de l'eau et des eaux usées, le département de l'agriculture, les agences environnementales et celles en charge du développement économique. Pour autant, le programme n'a jamais été structuré sur la base de préoccupations bureaucratiques étroites. Au lieu de cela, ces agences ont appris à mettre de côté leurs jalousies territoriales pour s'efforcer d'identifier les contributions qu'elles pourraient apporter à la réussite du programme.

Il était entendu depuis le début que la ville financerait ce programme sur la base des économies qu'il permettrait de réaliser. Afin de maintenir et renforcer les services écologiques, elle s'était engagée à reverser une partie de la richesse créée pour New York par ces services écologiques. Ce remboursement ne devait pas se faire sous la forme d'une subvention spécifique ou d'un financement à court terme. Au contraire, le besoin de rémunérer les services écologiques four-

nis par les agriculteurs a été reconnu comme un coût essentiel à long terme du réseau d'eau et des eaux usées – financé, comme n'importe quel autre coût, par les factures des usagers, et pris en compte lors de la fixation des prix. Le financement à long terme était alors garanti et permettait de planifier un programme de services écologiques appelé à devenir une composante pérenne de l'économie des Catskills.

Des résultats probants

Afin de garantir que les efforts de contrôle de la pollution atteignent une masse critique suffisante, l'objectif du programme *Catskill Farm* était d'atteindre en cinq ans un taux de participation de 85 % au sein des agriculteurs. Ainsi, même si le programme demeurait volontaire, la communauté agricole des Catskills devait s'engager dans son ensemble afin d'atteindre un but qui permettrait à la ville d'atteindre ses objectifs de réduction de la pollution. En fait, ces objectifs ont été dépassés. Après cinq ans, 93 % de tous les agriculteurs de la région participaient au programme.

En termes de qualité de l'eau, les résultats parlent d'eux-mêmes : le taux de pollution agricole a diminué de 75 % à 80 % ; l'excellente qualité de l'eau de la ville a été préservée et même améliorée, et la menace de devoir dépenser de plusieurs milliards de dollars pour des traitements avancés de l'eau, écartée ; le coût du programme a été amorti plusieurs fois grâce aux économies considérables qu'il a permis de réaliser, ce qui a joué un rôle essentiel dans la stabilisation des prix du service de l'eau et des égouts, un gain majeur pour les foyers à bas revenus ; et le programme a été très populaire auprès des citoyens urbains et a contribué à construire une base de soutien pour de futurs efforts de protection du bassin versant.

À une échelle plus large, ce programme a encouragé la création d'autres programmes agricoles de protection des bassins versants et de l'environnement à travers tous les États-Unis. Il a également catalysé un intérêt grandissant pour les solutions non-structurelles pour satisfaire les besoins en eau, par opposition à l'approche traditionnelle de l'industrie de l'eau américaine, focalisée sur la construction d'infrastructures.

New York n'a pas limité ses innovations en matière de services écologiques à ses bassins versants. Entre 1990 et 1993, elle a lancé le plus important programme de conservation de l'eau de l'histoire des États-Unis. Celui-ci incluait la mise en œuvre d'une gestion des eaux pluviales plus respectueuse de l'environnement, qui a permis de réduire de manière permanente la consommation d'eau de près de 20 % par personne.

De manière déterminante, le programme n'a pas été synonyme de hausse des prix. En 1990, les tarifs de la fourniture et de l'évacuation de l'eau avaient augmenté en moyenne de 14 % par an depuis près de dix ans. À la fin de l'année 1993, le taux d'augmentation a été nul pendant deux ans et n'a pas excédé le taux d'inflation jusqu'en 2002-2003. Avec des dépenses de 550 millions de dollars (environ 449 millions d'euros), la ville a économisé plusieurs milliards de dollars de constructions et des centaines de millions des coûts opérationnels permanents. Toutes ces économies ont directement bénéficié au bas de l'échelle sociale en termes de tarification de l'eau et de l'assainissement. L'investissement environnemental s'est donc directement traduit par des économies pour les usagers new-yorkais, qui soutiennent l'utilisation des économies ainsi réalisées pour autofinancer cette démarche de bonne gestion environnementale, créant un cycle d'investissements vertueux.



« New York Lakes, Rivers and Water Resources », source : geology.com

Le cas de New York a rendu célèbre cette approche par l'évaluation économique des écosystèmes et des zones humides.

⁷ Cette initiative fut lancée pour répondre aux propositions du G8+5 à Posdam, en 2007 ; la Commission européenne la supporte activement

>>> <http://ec.europa.eu/environment/nature/biodiversity/economics/>

Et brochure *Etudes & Documents* n°78, « Monétarisation des biens et services environnementaux : usages et pratiques »

Voir aussi, pour contrebalancer, l'intervention d'André Abreu – chercheur sur le droit à l'eau – dans le cadre du EYFW
> cf. brochure *Européo*, chapitre « La financiarisation de l'eau »

>>> <http://eau-iledefrance.fr/doc/europe-2/>

Il faut toutefois rester vigilant et ne pas la confondre avec le TEEB – *The Economics of Ecosystems and Biodiversity* : L'économie des écosystèmes et de la biodiversité ⁷ – ce concept de paiement pour les services environnementaux qui vise à calculer la valeur d'une nappe phréatique pour une région, quel bénéfice génère une forêt en Amazonie... On passe alors de la vente des effets de la nature (comme la production du carbone ou de l'oxygène) à la vente de la nature elle-même, comme d'évaluer la valeur d'un aquifère pour s'en servir de garantie bancaire pour un pays, une sorte de mise en hypothèque des nappes phréatiques. Des modèles mathématiques sont en cours de création pour évaluer ces valeurs et mettre des prix sur différents aspects de la nature ; ce processus n'est pas encore actif, et nous devons veiller à ce qu'il ne le soit jamais.

Certains environnementalistes pensent que mettre un prix sur l'eau douce serait le meilleur moyen pour sauver le capital hydrique de la planète. Plus cher elle coûterait, moins nous gaspillerions la ressource. Mais, comme le fait remarquer Frederick Kaufman ⁸, si l'industrie du gaz naturel peut payer plus pour l'eau que les producteurs de soja, alors elle pourra se l'accaparer. Les répercussions d'un marché à terme global de l'eau peuvent à

peine être imaginées. Parier sur l'eau se fera clairement aux dépens des récoltes et augmentera les prix alimentaires mondiaux au-delà des pics enregistrés au cours des dernières années. Et les problèmes de pollution, la rareté de la ressource, seraient alors considérés comme des variables « intéressantes », puisqu'elles assurent une relative faiblesse de l'offre qui, en terme de spéculation, signifie profits.

Comme l'explique Albert F. Appleton, la valorisation des services écologiques doit être basée sur la prévention de la pollution et l'utilisation du capital naturel en tenant impérativement compte de trois dimensions : l'économie, l'environnement et le social. Les initiatives faites dans ce sens doivent être bénéfiques des trois points de vue à la fois, de façon égale.

La valorisation des services écologiques

Les programmes de rémunération des services écologiques comme celui de New York sont un moyen de consolider les gains environnementaux générés par ces services, puis de les réinjecter dans les milieux et communautés rurales. Cette situation permet de créer un cycle vertueux de soutien économique mutuel ainsi que d'investissements écologiques entre les zones urbaines et rurales, assurant un avenir plus durable pour ces dernières.

L'importance de ces formes de rémunération pour l'avenir du milieu rural en particulier ne saurait être exagérée. Partout dans le monde, ces milieux sont transformés à une vitesse jamais connue au cours de l'histoire économique. La production de nourriture et de fibres est industrialisée et réorientée vers les marchés urbains, en grande partie via le commerce mondial. Ce processus représente peut-être un succès économique, mais à court terme, puisqu'il se fait au prix d'une augmentation massive de la pollution environnementale et de l'épuisement des ressources naturelles.

Il en résulte une réorientation fondamentale de l'économie rurale : les quelques propriétaires capables d'atteindre les économies d'échelle né-

⁸ Article « La soif d'eau de Wall Street », par F. Kaufmann, *Le Monde diplomatique*, 08/03/2013

Tap'd NY : une aberration fructueuse

New York tire les bénéfices d'une stratégie de longue haleine pour garantir une qualité d'eau potable excellente. Elle n'est pas la seule : ainsi, un jeune entrepreneur, Craig Zucker, s'est-il lancé dans la mise en bouteille de l'eau du robinet de New York. Avec un collègue, il loue un entrepôt, où il fait simplement couler l'eau des canalisations (\$2 pour 748 gallons – environ 2830 litres), avec laquelle ils remplissent un camion citerne d'une contenance de 5300 gallons (environ 20000 litres), louent les services d'un conducteur pour acheminer l'eau dans le New Jersey, à une vingtaine de kilomètres, afin de l'embouteiller. Puis ils la revendent un peu partout dans le pays. Et le pire, c'est que Tap'd NY se vend très bien, même à New York !

« Cela ne requiert ni énergie, ni pompage, » déclare Craig Zucker, « elle est si pure et propre. » Et même en bouteille, elle reste moins chère que l'eau de source... Plusieurs études, dont celle du Conseil de défense des ressources naturelles de San Francisco, démontrent que la plupart des eaux embouteillées sont ainsi des eaux du robinet, « provenant des aquifères, lacs et sources ». Le marché de l'eau embouteillée représente la forme la plus aboutie, aujourd'hui, de la marchandisation de l'eau. On en voit le résultat : mettre de l'eau du robinet en bouteilles et la transporter (parfois à des centaines, voire des milliers de kilomètres) pour la revendre, en moyenne, à 200 fois le prix de celle du robinet.

Source : « They're drinking it up in New York », par Erika Hayasaki, *Los Angeles Times*, 25.02.2009

cessaires à l'industrialisation agricole ou forestière réaliseront d'important profits, tandis que le reste de la population rurale, incapable de rivaliser, sera contrainte de quitter ses terres, ce qui créera en dernière instance des campagnes dépeuplées et dominées par la monoculture. La rémunération des services écologiques peut modifier cette dynamique et promouvoir une utilisation rurale de la terre plus équilibrée, qui permettra de préserver le capital social rural et d'ouvrir des opportunités économiques, en faisant de la gestion environnementale une nouvelle source de richesse économique pour les populations rurales.

De nombreux exemples ⁹ d'estimation de la valeur de l'eau en dehors du champ de la marchandisation pure existent. Un cas d'école en la matière : la gestion du bassin de la Ruhr en Allemagne. La ressource fluviale est gérée non par la main invisible des marchés, mais par un organisme politique appelé association de la Ruhr. Des villes, des départements, des industries et des entreprises de la région sont représentés par des délégués et des associés. Un total de cinq cent quarante-trois parties prenantes négocient les droits pour les prises d'eau (extraction) et les charges imposées à la pollution. Cette politique peut paraître biscornue, mais elle fonctionne ; il en est ainsi en démocratie.

Le point commun entre ces expériences réussies ? Elles ont toutes lieu dans le cadre d'une gestion publique qui se projette dans le long terme, élaborée en collaboration avec l'ensemble de la société civile concernée. Les programmes de rémunération des services écologiques ne concernent pas seulement l'environnement. Ils concernent le développement durable en général. Albert F. Appleton insiste sur ce point : ces programmes doivent s'appuyer sur le capital social existant, sur les espoirs et les aspirations des communautés rurales ainsi que de leurs leaders. Ils doivent exploiter leurs connaissances et leur engagement. De manière significative, « l'engagement grandissant des acteurs locaux dans la préservation de la richesse du milieu rural est devenue une force politique capable de vaincre les menaces présentes et futures, telles que la fracturation hydraulique. »

Justement, un problème de taille menace l'eau de New York et l'équilibre socio-environnemental qui

avait été construit autour de sa préservation, car des projets d'extraction de gaz de schiste voient le jour, qui souhaitent s'occuper de la région des Catskill.

L'assemblée de l'état de New York lance régulièrement des appels à contributions, notamment pour des questions liées à l'environnement ; la messagerie reçoit en moyenne un millier de réponses par appel. Au sujet des projets de fracturation hydrauliques qui menace les zones de captages de la ville, plus de 66000 personnes ont envoyé des commentaires, exprimant clairement leur refus de voir la région saccagée par cette industrie meurtrière : une mobilisation jamais vue jusqu'alors, explique Barbara Lifton, députée à l'assemblée de l'état de NY. ¹⁰

Des centaines de médecins ont signé des lettres demandant au service de la santé de l'État qu'une étude complète sur les conséquences des forages sur la santé soit menée, avant de donner l'autorisation à ceux-ci. « Nous avons des réserves abondantes et nous savons que c'est une richesse formidable, confirme Sheldon Silver, avocat et homme politique à l'assemblée de l'État : nous ne voulons pas abîmer cela. »¹⁰ Seulement voilà, dans cette affaire l'eau de New York n'est pas le seul enjeu, car si l'état de New York peut interdire la fracturation hydraulique sur son territoire, cela reviendrait à reconnaître que cette technique est dangereuse, et justifierait que sa pratique soit interdite sur l'ensemble du territoire des Etats-Unis...

Julie Morineau • Avril 2014 •



Source : site de la ville de New York >>> <http://www.nyc.gov>

⁹ « La soif d'eau de Wall Street »

¹⁰ Voir *The Sky is Pink*, film documentaire de Josh Fox

Albert F. Appleton est ancien administrateur de New York City Water and Sewer et ancien commissionnaire du New York City Department of Environmental Protection ; consultant en infrastructure et environnement international, il est particulièrement spécialisé sur les questions liées à l'eau, gestion de la ressource et des infrastructures, aménagement des territoires, ainsi qu'en finance publique et en économie, notamment celle du développement durable.

De nombreux passages de ce dossier font référence à son article :

« Comment la rémunération des services écologiques a permis à New York de préserver la qualité de son eau »,

publié en français (traduit par Justine Visconti) sur le site de *Partage des Eaux*, créé à l'initiative de Ritimo - Réseau d'information et de documentation sur le développement durable et la solidarité internationale, un réseau de centres de documentation et d'information présent dans toute la France.

>>> <http://www.partagedeseaux.info/article550.html>

« L'eau potable de New York, l'une des meilleures au monde »,

par Mélanie ; source : *radio-canada*, 24/09/2010, www.maplanetebleue.net

>>> <http://www.maplanetebleue.net/2010/09/24/leau-potable-de-new-york-lune-des-meilleures-au-monde/>

« How New York City Kept Its Drinking Water Pure, In Spite of Hurricane Sandy »,

par Daniel Moss et Albert F. Appleton, *Huffington Post*, 11/05/2012,

http://www.huffingtonpost.com/daniel-moss/new-york-drinking-water_b_2064588.html

« New York boit une eau pure »,

par Jacques Gallot, *Ouest-France*, 10/02/1998

>>> <http://tinyurl.com/nozbbkh>

« They're drinking it up in New York »,

par Erika Hayasaki, *Los Angeles Times*, 25/02/2009

>>> <http://articles.latimes.com/2009/feb/25/nation/na-tapwater25>

« La soif d'eau de Wall Street »,

par Frederick Kaufmann, *Le Monde diplomatique*, 08/03/2013. L'article d'origine, en anglais (traduit par Larbi Bouguerra), a été publié dans *Nature*, la première revue scientifique mondiale, vol. 490, 25/10/2012

>>> <http://blog.mondediplo.net/2013-03-08-La-soif-d-eau-de-Wall-Street>

Magazine Geology.com

> « New York Lakes, Rivers and Water Resources »

>>> <http://geology.com/lakes-rivers-water/new-york.shtml>

Website of the City of New York >>> <http://www.nyc.gov>

> Carte New York City's Water supply system

http://www.nyc.gov/html/dep/html/drinking_water/ws-maps_wide.shtml

> NYC Water On the Go – Fountain at your fingertips

>>> http://www.nyc.gov/html/dep/html/drinking_water/wotg.shtml

The Sky is Pink, 2013 (le ciel est rose)

En 18 minutes, Josh Fox, réalisateur de Gasland, propose une réponse aux attaques des industriels sur le robinet qui s'enflamme et bien d'autres informations sur les méthodes de lobbying des pétroliers. On peut voir ce film en ligne sur :

>>> <http://stopgazdeschiste.org/gaz-de-schiste-fracturation-hydraulique/gasland-le-film/>

Site de la Commission européenne

>>> <http://ec.europa.eu/environment/nature/biodiversity/economics/>

Et brochure Etudes & Documents n°78, « Monétarisation des biens et services environnementaux : usages et pratiques », publiée par le Commissariat général au Développement durable

>>> <http://bookshop.europa.eu/fr/l-economie-des-cosystemes-et-de-la-biodiversite-pbKH3008436/>

Voir aussi, pour contrebalancer, l'intervention d'André Abreu – chercheur sur le droit à l'eau – dans le cadre du EYFW

> cf. brochure Européo, chapitre « La financiarisation de l'eau »

>>> <http://eau-iledefrance.fr/doc/europe-2/>

Fountain info at your fingertips

La ville de New York a aussi développé son réseau de fontaines publiques, afin de permettre aux New Yorkais d'en profiter partout dans la ville, et de limiter le nombre de bouteilles en plastique à recycler liées à l'activité touristique de la ville.

Une application mobile, « Info-fontaine au bout des doigts » (Fountain info at your fingertips) permet de localiser les fontaines les plus proches, avec les cartes et informations utiles pour s'y rendre, ainsi que les horaires de fonctionnement lorsque celles-ci sont soumises à des contraintes de lieux (bâtiments municipaux, magasins...). Des conseils sont aussi donnés pour se procurer une gourde gratuite NYC water...De plus, pendant l'été, des fontaines portables sont installées dans les cinq quartiers de la ville, sous des tentes bleu vif.

Source : Website of the City of New York >>> <http://www.nyc.gov>



FOUNTAIN LOCATION	SUN	MON	TUE	WED	THU	FRI	SAT	HOURS
MANHATTAN								
Battery Park City								8:30 AM - 4:30 PM
City Hall Park								9:00 AM - 5:00 PM
Columbus Circle								10:30 AM - 6:30 PM
Union Square								9:30 AM - 5:30 PM
Washington Square Park								10:00 AM - 6:00 PM
BROOKLYN								
Brooklyn Bridge Park								10:00 AM - 6:00 PM
Coney Island								11:00 AM - 7:00 PM
Grand Army Plaza								10:30 AM - 6:30 PM
Williamsburg								9:30 AM - 5:30 PM
BRONX								
Bronx Borough Hall								10:00 AM - 5:00 PM
QUEENS								
Astoria Park								11:00 AM - 6:00 PM
STATEN ISLAND								
Staten Island Borough Hall								11:00 AM - 6:00 PM